

LE STATUT PARTICULIER PRÉSENTÉ AU GOUVERNEMENT

Réactions mitigées des syndicats
du secteur de l'éducation

C'est à partir d'aujourd'hui que la mouture finale du statut particulier des travailleurs de l'éducation sera prise en charge au niveau du gouvernement. Le texte, qui a nécessité moult conclaves ces dernières semaines, a suscité des réactions mitigées au sein des syndicats du secteur.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -

Les syndicats du secteur de l'éducation, après plusieurs mois de concertation et de tiraillements, voient se profiler la dernière ligne droite avant l'aboutissement de l'avant-projet d'amendement du statut particulier des travailleurs. C'est ces dernières semaines que les retouches finales ont été apportées au texte aussi bien par les syndicats que par la tutelle, la Fonction publique et le secteur des finances.

Le texte, ou du moins certains de ses articles, n'est pas fait pour satisfaire certains syndicats, même si la plupart s'accordent à dire que la majorité de leurs propositions ont été prises en considération. L'étape concerne les dernières négociations du ministère de l'Éducation qui devra présenter et défendre la mouture finale du statut devant la commission

ad hoc. Toutefois, le Syndicat national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest) exprime sa colère et sa déception, selon son porte-parole M. Meriane. Pour ce dernier, lors du conseil national qui se poursuivait hier, les membres du syndicat ont fait part de leur désapprobation du classement des professeurs de l'enseignement secondaire. «Nous avons bataillé longtemps pour que le PES soit classé à la 14, le professeur principal à la 15, le formateur à la 16 et l'agréé à la 17. Cela n'a malheureusement pas été pris en considération, et ces propositions ne figurent pas dans la mouture finale du statut», explique M. Meriane. Ce dernier ne cachera pas sa déception en précisant que «des fonctionnaires qui sont à un niveau inférieur de bac + 4 seront classés à l'échelle 14 alors que



Meziane Meriane ne cache pas sa colère et sa déception.

les PES resteront à la 13». Le porte-parole du Snapest s'est montré inquiet quant aux discussions qui devront se tenir avec la commission ad hoc. «Une réponse devra nous être donnée avant le 10 mai prochain, soit avant le rendez-vous électoral pour que l'application ne soit pas remise aux calendes grecques», soulignera M. Meriane.

Pour sa part, M. Boudiba du Cnapest précisera que les propositions de son syndicat ont été prises en considération quoique quelques réserves aient été émises. «Nous avons émis des propositions justifiées et qui ne sortent pas du cadre défini par les représentants de la Fonction publique. Toutefois, nous espérons des résultats dans les

meilleurs délais, la base est impatiente», a déclaré M. Boudiba.

Même son de cloche du côté de la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation affiliée à l'UGTA. Selon le porte-parole du syndicat, M. Chabakh, la majorité des propositions de son syndicat ont été prises en considération dans la mouture finale. Ceci d'autant, dit-il, que les maîtres des écoles primaires vont passer à professeurs de l'enseignement primaire et classés à la 11.

Pour leur part, les professeurs d'enseignement fondamental passeront à la 12 avec dix années d'expérience, notera le syndicaliste. Ce dernier mettra aussi en évidence le fait que les corps d'encadrement, tels que les inspecteurs et les directeurs d'établissement, passeront au stade de «corps» au lieu de poste supérieur.

Pour sa part, le SNTE attend la concrétisation de ses revendications concernant les adjoints d'éducation et les enseignants occupant des postes appelés à disparaître.

F.-Z. B.

DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES NON CONVENTIONNELLES

Un débat objectif s'impose

Le développement des énergies non conventionnelles, notamment les gaz de schiste, en Algérie mérite débat mais un débat objectif, réfléchi.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) -

Certes, le développement de ces énergies est une nécessité, relève l'universitaire Smaïn Kouidri, professeur à l'Université Paris VI et membre du Centre national de la recherche scientifique (CNRS, France).

A l'occasion d'un séminaire international ouvert hier à l'auditorium de l'Université des Sciences et de la Technologie Houari-

Boumediène (USTHB), ce professeur a néanmoins estimé que la réflexion reste à poursuivre dans ce domaine, sans a priori. Il s'agit de ne pas céder à un quelconque effet de mode, à toutes pressions médiatiques, scientifiques ou autres.

Un effet de mode qui reste loin d'être anodin, relève cet universitaire qui estime néanmoins qu'il faut bien l'analyser et ne pas l'exagérer outre mesure. Mais aussi de bien évaluer le rôle de ces énergies dans le cadre du schéma énergétique national, par rapport aux sources dites conventionnelles, notamment les hydrocarbures et celles nouvelles et renouvelables comme

l'éolien ou le solaire et sur la base d'un modèle dynamique et économique spécifique à l'Algérie. Voire, s'y intéresser davantage que pour les énergies renouvelables d'autant, relève cet universitaire, que les Algériens consomment davantage les énergies d'origine fossile et seraient davantage disposés à l'économie d'énergie. Et dans la mesure où les énergies renouvelables ne doivent pas «faire de l'ombre» aux énergies dites conventionnelles.

C'est justement cette problématique qui sous-tend les travaux de ce séminaire qu'organise la Faculté de génie mécanique et de génie des procédés (département de

thermo-énergétique) de l'USTHB.

L'occasion pour nombre d'universitaires et chercheurs nationaux et étrangers de débattre des questions de transfert, transport et efficacité de l'énergie, l'innovation et l'utilisation optimale des équipements et installations énergétiques.

Et cela dans le contexte où un plan national de développement des énergies nouvelles et renouvelables a été lancé sur plusieurs décades et est basé sur le partenariat entre les institutions, les opérateurs économiques et l'establishment universitaire et de recherche.

C. B.

ALGÉRIE—ÉTATS-UNIS

Visite de la sous-secrétaire d'État aux Affaires publiques

La sous-secrétaire d'État à la Diplomatie et aux Affaires publiques est actuellement à Alger pour une visite de 48 heures. Une visite qui s'inscrit «dans le sillage» de la visite effectuée il y a quelques semaines par la secrétaire d'État, Hillary Clinton. «C'est la première sortie à l'étranger dans le cadre de mes nouvelles fonctions. Ma venue à Alger est motivée par plusieurs raisons. Outre le fait qu'elle intervient dans le sillage de celle d'Hillary Clinton, nous considérons qu'il est important de renforcer et d'élargir les relations avec l'Algérie. Le contexte est également important puisqu'il coïncide avec le 50^e anniversaire de l'Indépendance et la tenue des élections législatives», a expliqué, hier, Kathleen Stephens en marge d'une rencontre avec des personnalités ayant participé aux programmes d'échanges organisés par le département d'État américain.

Notons que Kathleen Stephens a été reçue par trois membres du gouvernement, à savoir les ministres des Affaires étrangères, de la Jeunesse et des Sports et de la Culture.

T. H.

VISITE À ALGER DU MINISTRE MAROCAIN DE LA COMMUNICATION

Signature d'un accord de coopération
entre l'APS et la MAP

La visite de trois jours en Algérie du ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement marocain, Mustapha El Khalfi, sera ponctuée par la signature mardi d'un accord de coopération entre les agences de presse des deux pays, Algérie presse service (APS) et Maghreb arabe presse (MAP).

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Entamée, hier dimanche, la visite du ministre marocain se poursuivra en effet jusqu'à mardi, jour de la signature de l'accord de coopération entre l'APS et la MAP.

Une signature qui interviendra au siège de l'agence de presse algérienne où Mustapha El Khalfi rencontrera également, le jour même, les représentants de la presse nationale. Aujourd'hui lundi, le ministre marocain rendra visite aux entreprises de la Radio et de la Télévision nationales.

Dans son agenda, il est prévu aussi des entretiens avec le ministre de la Communication Nacer Mehal. Cette visite en Algérie de Mustapha El Khalfi traduit la volonté des deux pays, l'Algérie et le Maroc, de mettre du pragmatisme dans leur quête de relance de la coopération bilatérale. Une volonté affichée déjà lors de la visite en Algérie du ministre marocain des Affaires

étrangères, Saad Eddine El Athmani, et celle au Maroc du ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci.

Lors de sa visite à Alger, le chef de la diplomatie marocaine avait indiqué que la coopération entre les deux pays allait être segmentée, en ce sens qu'elle s'opérera dans les domaines où il n'existe pas de mésententes. Ce qui revient à dire que cette coopération ne devrait pas buter sur les dossiers qui fâchent, les plus cruciaux étant les frontières terrestres fermées depuis 1994 et la question du Sahara occidental.

Récemment à Rabat, en marge de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UMA, Mourad Medelci et son homologue marocain ont signé un protocole d'entente portant sur la mise en place d'un mécanisme de concertation politique. Il a été notamment convenu de mettre sur pied un comité de concertation qui se réunira



Mustapha El Khalfi.

deux fois par an. C'est dans ce cadre que s'inscrit d'ailleurs la visite en Algérie du ministre marocain de la Communication. Une visite à laquelle fera suite la visite au Maroc du ministre algérien de la Communication.

S. A. I.